

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20020 - 77ÈME ANNÉE

Fabien Roussel : « À la République de s'engager à respecter ce qui sera décidé par les Réunionnais »



Hier 17 décembre, au lendemain de la déclaration du PCR sur l'élection présidentielle, Fabien Roussel, candidat du PCF à ce scrutin, a affirmé son soutien à la principale proposition du Parti communiste réunionnais : la Conférence territoriale élargie. « A la République de s'engager à respecter ce qui sera décidé par les Réunionnais », a-t-il dit. Ce soutien s'inscrit dans la tradition de solidarité entre communistes de La Réunion et de France sur la base d'un principe concrétisé en 1959 lors de la création du PCR : chaque Parti communiste n'a de compte à rendre que devant son peuple. Le PCF n'a jamais eu l'ambition de créer une représentation à La Réunion, et que le PCR n'a pas déployé son organisation en France. Le PCF est le seul parti français à faire preuve de cette attitude envers le peuple réunionnais. Le succès du meeting de Fabien Roussel s'inscrit donc dans cette tradition de solidarité et de respect mutuel.

Hier 17 décembre, la salle Rwa Kaf de Sainte-Suzanne accueillait le meeting à La Réunion de Fabien Roussel,

secrétaire national du PCF et candidat à l'élection présidentielle.

Compte-tenu du contexte sanitaire, ce rassemblement s'est déroulé selon un protocole strict : jauge limitée, masque obligatoire et gels hydroalcooliques à disposition des participants. Des militants du PCR venus des différentes sections de l'île étaient présents pour faire de ce meeting un succès.

Le candidat fut accueilli au son d'un maloya, pratique culturelle réunionnaise longtemps interdite mais sauvée par le PCR et les militants culturels. Depuis 2009, le maloya fait partie du Patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Fabien Roussel se mêla à la foule et fit quelques pas de danse.

Commencèrent alors les prises de parole. Maurice Gironcel, membre du secrétariat du PCR et maire de Sainte-Suzanne, Julie Pontalba, candidate du PCR sur la liste du PCF aux Européennes de 2019 et présidente du Mouvement réunionnais pour la Paix, ainsi qu'Elie Hoarau, président du PCR intervinrent avant le secrétaire national du PCF.

Fabien Roussel : « Oui à la conférence territoriale »

L'intervention de Fabien Roussel était la première d'un candidat à la présidentielle après la publication de la déclaration du Parti communiste réunionnais au sujet de cette élection.

Dans sa déclaration du 16 décembre, « le PCR propose une démarche globale et cohérente pour réédifier un projet réunionnais. Il demande de réunir d'urgence une « Conférence Territoriale Publique ouverte aux forces vives de la société réunionnaise ». C'est un cadre de travail pour discuter des opportunités ouvertes par le calendrier universel 2030, 2050, 2100, et anticiper les mesures d'adaptation inévitables. Comme tous les autres acteurs potentiels à ce rassemblement, le PCR apportera sa contribution (...) Le PCR accueillera et dialoguera avec tous les candidats progressistes qui lui en feront la demande. Dans le respect et la transparence. Dans tous les cas, nous veillerons au respect des aspirations ainsi que de l'unité du peuple Réunionnais ».

Hier, Elie Hoarau a souligné qu'« à La Réunion, nous estimons qu'il y a suffisamment de gens compétents et désintéressés pour produire ce programme (...) Des courants de pensée à La Réunion rejoignent le PCR sur cette idée et dans ce combat, nous pouvons compter sur la solidarité des communistes français ». Fabien Roussel confirmé les propos d'Elie Hoarau, affirmant son soutien à la proposition phare du PCR : « Oui à la conférence territoriale. A la République de s'engager à respecter ce qui sera décidé par les Réunionnais ». C'est clair et transparent, tous les Réunionnais connaissent donc sa position.

Solidarité entre communistes de La Réunion et de France

Ce soutien s'inscrit dans une tradition de solidarité qui fut notamment rappelée par l'intervention de Julie Pontalba. En 1945, les deux députés réunionnais élus étaient membres du CRADS, front de lutte pour la fin du statut colonial à La Réunion. Avec leurs homologues de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique, ils purent compter sur le soutien du groupe communiste de l'Assemblée constituante pour obtenir le vote et la promulgation le 19 mars 1946 de la loi abolissant le statut colonial à La

Réunion, et reconnaissant le droit des Réunionnais à l'égalité sociale avec la France le 1er janvier 1947. Cette loi ne fut pas respectée par Paris.

Dans leur combat pour le respect de l'égalité sociale, les communistes réunionnais purent toujours compter sur le soutien des communistes français. Ce soutien s'est également affirmé quand la Fédération communiste de La Réunion a choisi de s'émanciper pour devenir en 1959 le Parti communiste réunionnais. Et quand la fraude électorale massive couverte par l'État empêchait le PCR d'avoir des parlementaires, les Réunionnais pouvaient compter sur les députés et sénateurs du PCF pour défendre leur cause au plus haut niveau de l'État.

Cette solidarité s'est également manifestée dans des élections. En 1979, Paul Vergès fut élu député au Parlement européen sur la liste conduite par Georges Marchais, secrétaire général du PCF. Ce mandat permit à Paul Vergès d'obtenir de l'Europe les adaptations qui permettent à notre île de bénéficier de mesures dérogatoires pour préserver des emplois, et de fonds européens importants pour financer la formation et les investissements.

En 2019, le Parti communiste français proposa au PCR de figurer sur la liste conduite par Ian Brossat. Julie Pontalba fut alors candidate en 6e position.

Chaque Parti communiste responsable devant son peuple

Cette solidarité s'appuie également sur des relations clairement définies depuis 1959 : chaque Parti communiste est responsable devant son peuple. Cela signifie que le PCF n'a jamais eu l'ambition de créer une représentation à La Réunion, et que le PCR n'a pas déployé son organisation en France.

Le PCF est le seul parti français à faire preuve de cette attitude envers le peuple réunionnais.

Le succès du meeting de Fabien Roussel s'inscrit donc dans cette tradition de solidarité et de respect mutuel jamais démentie depuis la création à La Réunion d'une organisation communiste réunionnaise, outil de lutte contre le joug néo-colonial qui plonge La Réunion dans la crise depuis des décennies.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Fabien Roussel : « Oui à la conférence territoriale »

Fabien Roussel commença son intervention par l'émotion qu'a suscitée l'incendie meurtrier survenu dans un immeuble HLM de la SIDR à Saint-Denis le 12 décembre. Il s'est rendu à l'hommage rendu le 16 décembre aux victimes et a rencontré les sinistrés. Il a été bouleversé par le témoignages du père de famille qui a perdu ses enfants et sa femme dans l'incendie. Le père endeuillé craignait que pareille catastrophe puisse se produire, et il avait même installé dans l'appartement des moyens de lutter contre le feu. Malheureusement il n'était pas là la nuit du drame.

Le candidat à la présidentielle a rappelé l'importance de passer de l'égalité à la citoyenneté pour les Réunionnais. Il a rappelé le soutien de son parti à l'abolition du statut colonial à La Réunion. En 1946, le PCF dirigé par Maurice Thorez était le plus important groupe parlementaire et a pesé de tout son poids pour l'adoption de la loi de décolonisation.

Il rendit aussi hommage à la mémoire de Paul Vergès, qui mena des combats dont les répercussions allèrent bien au-delà de La Réunion, et qui fut un acteur de la solidarité entre le PCF et le PCR.

Pour le secrétaire national du PCF, il était important de venir à La Réunion durant la période de commémoration de l'abolition de l'esclavage. « Il faut que la République reconnaisse que la France a participé à l'esclavage, et qu'en France, les enfants connaissent cette histoire ». Il a également plaidé pour la reconnaissance d'Edmond Albius par l'UNESCO

Il a également fait part de son combat aux côtés du PCR pour « que le 19 mars soit férié comme le 14 juillet, jour de la célébration de la Révolution ».

Fabien Roussel a ensuite fait part de ses propositions dans le do-



maine social. Il rappelle qu'à La Réunion, le coût de la vie est 30 % plus cher qu'en France, et qu'une grande partie de la population est sous le seuil de pauvreté. Avec de faibles revenus, elle doit faire face à un coût de la vie intolérable.

« Il n'y a pas de fatalité à la vie chère. Je serai le président du pouvoir d'achat de l'emploi et d'une vie digne ». Face à la vie chère, la mesure immédiate sera d'augmenter les salaires. A La Réunion, les fonctionnaires ont droit à une prime de vie chère pour compenser le coût de la vie. Fabien Roussel propose donc que tous les salaires et minima sociaux bénéficient du même traitement que ceux de la fonction publique. Il veut également que chaque augmentation du SMIC soit répercutée selon le même pourcentage sur tous les salaires.

En termes de revenus, il s'engage à réévaluer le SMIC à hauteur de 1800 euros brut, et qu'aucune retraite ne soit inférieure à 1200 euros nets.

Conscient de l'importance du chômage des jeunes, il s'engage à ce que chaque jeune ait droit qui sort de l'école ait droit à un emploi en fonction de son diplôme, et à un salaire lui permettant de vivre dignement : « un emploi garanti pour chaque jeune de la République ».

Par ailleurs, il envisage la création de 500.000 postes de fonctionnaire pour répondre aux besoins de la

population dans toute la République.

Pour financer ces mesures, le candidat du PCF souligne que « les multinationales ont les moyens de payer l'augmentation des salaires ». Elles maintiennent les travailleurs dans les bas salaires car elles profitent du système avec les 9 milliards de la prime d'activité, souligne-t-il, rappelant que ces 9 milliards viennent de la CAF, pas des entreprises.

« Nous proposons un autre modèle de développement. Qui met l'humain et la Terre au centre », poursuit-il. « Nous voulons reprendre le pouvoir à la finance, nationaliser des banques, dire stop à la corruption et à la fraude fiscale ». Il promet d'ailleurs la prison aux fraudeurs.

Fabien Roussel conclut son intervention par un « message aux peuples d'outre-mer ».

Le bilan du président sortant est particulièrement désastreux ». La conséquence, c'est la crise en Guadeloupe et à la Martinique. « En Kanaky, il y eut une brutalité toute coloniale pour maintenir le référendum ».

Le candidat à la présidentielle dit « Oui à la conférence territoriale. A la République de s'engager à respecter ce qui sera décidé par les Réunionnais ».

Il est également favorable à un enseignement bilingue créole-français dès le primaire « pour que chaque enfant commence par un enseignement en créole pour être bien accueilli dans l'école de la République ».

Fabien Roussel a également dit sa volonté de donner les compétences aux Réunionnais pour qu'il puissent passer des accords commerciaux avec les pays voisins.

Et de conclure : « nous arriverons à nous libérer de la finance, vive le PCR, vive le peuple réunionnais ».

Oté

Klassman konm patrimoine l'imanité ! OK Mé aprésa !

Mézami, i di é lé vré, l'Unesco i fé in gro travaye pou présèrv bande rishèss l'imanité kissoi imatèryèl, kissoi matèryèl, kissoi sinploman mémoryèl. I di é lé vré l'Unesco i fé konète la valèr lo travaye bande group demoune shakinn dann son landroi pou fé konète la valèr bande rishèss l'imanité.

Nou la shanss lire dann zoinal témoignages – in patrimoine par li mèm –, Kabary Malagasy épi Moutya séséloi lété klassé konm patrimoine imatèryèl limanité. Néna kék tan ni rapèl ossi klassman tanbour shagossien épi tanbour rodrigué. Issi mèm la Rényon nout maloya lété klassé konm patrimoine limanité.

Sa sé dé zafère inportan é mi kash pa d'dir kan la klass lo maloya, sa la fé plézir amwin bonpé. Pou kossa mi di sa ? Pars mi souvien lo tan maloya téi zoué dann la kour d'moune é sinploman dann la kour d'moune. Mi rapèl ossi lo tan maloya lété kaziman défandi parète an piblik é pou sak i koné pa mi rapèl azot Serge Sinamalé épi Claude Allier militan sindika la gingn l'annuiman avèk la loi pars zot la zoué maloya dsi la plaze dan louèst La Rényon.

Mwin té kontan galman pars sé la MCUR avan in pé i fé disparète ali ké la fé lo gro travaye k'i falé fé pou prezante lo dossyé dovan l'Unesco... Kan sa i ariv in péi, kan sa i ariv in pèp sa lé vréman kékshoz gayar.

Astèr ni doi poze anou in késtyon inportan : kossa i fé astère ? Kossa i fé pou konsèrvé, kossa i fé pou dévloppé, kossa i fé pou konsèrv son karaktèr tradisyonèl, épi lo lien avèk nout listoir : sète bande zésklav, sète bande zangazé... kossa ni fé ? Kèl moiyn ni mète ladan ? Kèl moiyn ni domande l'Unesco, l'éta fransé épi bande zinstittisyon pou donn pliss la valère ankor noute patrimoine, viv sa dann kère bande zénération a vnir.

Mwin la pa antande parl konkour maloya. Mwin la pa antande formasyon maloya. Kan mi sava perde in pé mon tan dann soiré dansante mi romark kan i zoué maloya, in minorité i rante dan la danss é in mazorité i rogarde, i ékoute, i look ali.

Kontinyé konmsa é nora pi ! Kontinyé konmsa é apré parl amwin ankor maloya konm patrimoine... osinonsa patrimoine an pèrdission.

Justin